

**1ères journées du GRES,  
« Le concept de développement en débat »**

16-17 septembre 2004

Université Bordeaux 4

Proposition de communication :

« Retour sur la notion de dépendance : critique des nouvelles stratégies de promotion des exportations. Une comparaison Costa Rica - Malaisie ».

Elsa Lafaye de Micheaux

Eric Mulot

MATISSE UMR 8595

Maison des Sciences Economiques

Bureau 201

106-112 boulevard de l'hôpital

75 647 PARIS CEDEX 13

FRANCE

Tel : (33) 1.44.07.81.84

Fax : (33) 1.44.07.83.36

Courriel : eric.mulot@univ-paris1.fr

La Malaisie depuis la fin des années 1970 et le Costa Rica actuel, où se sont délocalisées tout récemment des usines d'électronique, sont présentés par les organismes internationaux comme des nouveaux modèles vertueux de développement. Leurs exportations à fort contenu technologique seraient le signe d'une nouvelle insertion réussie dans la division internationale du travail, d'une croissance de long terme, d'une diversification économique et d'une appropriation de techniques de production avancées.

Ces deux pays sont symptomatiques du discours actuel sur la mondialisation selon lequel ne peuvent se développer que les pays qui suivent ce type de stratégie de promotion des exportations.

Nous nous attacherons à montrer que ces propositions en faveur de la stratégie de promotion des exportations présentent des incohérences avec la base néoclassique qui les sous-tend.

D'autre part, on peut légitimement s'interroger sur la réalité de ce développement dans les conditions de dépendance économique, technologique et financière qui sont les siennes, à travers l'évocation de plusieurs questions que nous souhaitons aborder, à partir des données et analyses reprises d'une comparaison internationale (Malaisie / Costa Rica) :

- Peut-on assimiler la dépendance économique vis-à-vis de la demande extérieure impliquée par une telle stratégie de développement et l'interdépendance croissante entre économies industrialisées qui caractérise la mondialisation ?
- La disparition dans les discours des organisations internationales et des économistes de la référence à l'idéologie de la décolonisation signifie-t-elle que cet enjeu a disparu ? Doit-on supposer que l'argument de la volonté pour une nation de prendre en main son destin au travers de son développement économique n'est plus de mise lorsqu'il s'agit de qualifier sa trajectoire ?
- La critique de la situation de dépendance se résume-t-elle à la déploration de la fin de l'Etat-Nation, qui ne serait qu'une forme ancienne et dépassée de régulation de la mondialisation des échanges (comme le suggère C-A Michalet) ?

Il nous semble pouvoir établir que les conditions et implications d'une production nationale extravertie ne sont pas si nouvelles qu'on le prétend par rapport aux situations décrites par les théoriciens de la dépendance trente ans plus tôt, et que ces analyses continuent d'offrir une grille de lecture éclairante dans certains cas. C'est le sens de ceux présentés là, qui sont d'anciennes colonies agro-exportatrices — centrées sur le caoutchouc en Malaisie, la banane et le café au Costa Rica — reconverties à la fin du XX<sup>ème</sup> siècle vers de nouvelles productions à destination de la demande étrangère.

La pertinence des analyses issues des thèses du courant de la dépendance demeure pour ce type de pays, même si l'on cherche à prendre la mesure des changements portés par la forme actuelle prise par le capitalisme (capitalisme dit patrimonial ou actionnarial), en particulier du point de vue d'un éventuel accroissement de l'instabilité lié à l'importance nouvelle accordée aux critères de rentabilité financière et à l'interdépendance accrue des sphères monétaires et financières avec celles des économies régionales (*cf.* la crise asiatique).

Au-delà des avantages certains en termes de croissance et d'élévation du revenu national par tête dus à ces délocalisations, les difficultés, contraintes et incertitudes auxquelles sont soumis les pays qui ont eu « la chance » de bénéficier de ces flux d'investissements directs étrangers conduisent à reconsidérer le terme de développement appliqué dans ces cas précis et à faire émerger, par différence, une définition du terme intégrant les dimensions de projet politique et de souveraineté.